

Le budget

accuse de quoi? Qu'on accuse de ne pas être sécuritaire, que le personnel n'est pas qualifié. S'il y a une compagnie aujourd'hui qui est sécuritaire, c'est bien National. Avec tous les services d'inspection qu'ils ont, c'est extraordinaire. Il n'y a pas une compagnie au Canada plus sécuritaire que National.

On ajoute aussi que les salaires sont petits et minables, à 17 000 \$ ou 15 000 \$ par année. Et je dis qu'en effet 17 000 \$, ce n'est pas un salaire extraordinaire, mais les syndiqués ont oublié de dire dans leurs annonces publicitaires que c'était pour 53 heures par mois, pas par semaine, par mois. Mais nous ici, tout le monde fait 53 heures par semaine au moins de travail. Si 20 000 \$ ce n'est pas assez pour un travail de 53 heures par mois, faites-le par semaine comme nous, et vous allez gagner 88 000 \$. Quatre-vingt-huit mille dollars, ce n'est quand même pas un salaire extraordinaire de nos jours. Je peux vous assurer qu'il y a beaucoup de personnes de ma circonscription qui accepteraient l'emploi.

• (1630)

Mais pourquoi tuer National quand National paie 50 millions de dollars en taxes au gouvernement fédéral? Savez-vous que cette compagnie qu'on est en train de tuer, à elle seule, paie tous nos salaires à nous ici et à ceux de la bâtisse à côté en plus, c'est-à-dire aux sénateurs. À eux seuls, en taxes, ils paient tous nos salaires et cette entreprise de chez nous, on veut la faire mourir! Cinquante millions de dollars en taxes!

J'entends le député dire:

[Traduction]

Taxons les riches. Oui, taxons les riches. Accordons un répit aux pauvres. Donnons une chance à cet homme qui a commencé avec rien. Pauvre immigrant au départ, il a réussi à créer 2 000 emplois: des pilotes, des mécaniciens et ainsi de suite. Il a commencé avec 2 000 \$ en poche. Aujourd'hui, il possède onze avions: quatre 757, cinq 747 et un DC-8. Or, il n'avait que 2 000 \$ en poche au départ.

Quel esprit d'entreprise, n'est-ce pas? Il devrait être parmi nous. On devrait lui ériger une statue par les temps qui courent.

[Français]

On est en train de tuer, de faire mourir sa compagnie parce que le syndicat, le chef, c'est un gars de Toronto qui travaille pour Air Canada. Il est à Toronto lui, donc il s'inquiète beaucoup pour le Québec lui! Il va se faire réélire et il dira: Moi, j'ai mis le Québec à sa place.

Eh bien moi, je ne veux pas qu'il mette le Québec à sa place. Qu'il reste à Toronto et qu'il fasse ses petites affaires. Monsieur le Président, j'espère que vous allez m'accorder la parole à nouveau.

[Traduction]

M. Nunziata: J'invoque le Règlement, monsieur le Président. J'espère que vous prêterez une oreille attentive aux observations du député.

Il fait des déclarations très peu constructives, surtout en cette période difficile alors que nous parlons d'unité nationale et de propositions constitutionnelles. Il peut bien dire qu'on complot à Toronto pour détruire une société qui a son siège social au Québec, mais ce sont des inepties.

Le président suppléant (M. Paproski): Je ne vois pas à quoi vous faites allusion dans le discours du député ou ailleurs. Poursuivez. Vous avez encore une minute.

[Français]

M. Della Noce: Monsieur le Président, je vais tout simplement dire qu'un bon Budget, c'est garder des gens à l'emploi. Le gouvernement fait l'impossible pour créer des emplois au Québec et je trouve dommage que certains organismes fassent du grenouillage dans l'affaire. Cela ne les concerne nullement parce que cela se passe chez nous. Qu'on laisse l'administration de cela à des gars de chez nous et je demande aux syndiqués de se réveiller et de voir à leur affaire. Ne vous laissez pas mener par les autres; vous êtes de grands garçons, de grandes filles; occupez-vous de votre affaire! Je vais vous aider, je ne vous abandonnerai pas. Ne permettons pas qu'il se perde 2 200 jobs. En ces temps-ci, on n'en a pas les moyens!

Cela fait partie du Budget, cela fait partie de l'unité canadienne, qu'il s'agisse de l'Ontario, du Québec ou de la Nouvelle-Écosse. Personne ne peut se permettre qu'il y ait une perte de 2 200 emplois. Je vous remercie, monsieur le Président, je crois que mon point est clair.

[Traduction]

M. Maurizio Bevilacqua (York-Nord): Monsieur le Président, j'ai prêté une oreille attentive aux propos du député.

Je me suis demandé si son discours tenait au fait que son gouvernement n'a pas été en mesure, au cours des sept dernières années et demie, de créer un environnement économique sain où syndicats, gouvernement et entreprises puissent travailler main dans la main.

M. Della Noce: Mon gouvernement fait tout d'une manière responsable. Nous avons négocié ici même. Nous avons les meilleurs éléments à Montréal. Nous entretenons des relations avec tous les syndicats. Nous avons un ministre de l'Emploi qui fait de son mieux pour m'aider, notamment dans le cas d'une personne que je connais personnellement. Le gouvernement fait exactement ce qu'il doit faire.

M. Bevilacqua: Ce n'est pas un environnement sain.

M. Della Noce: Je puis dire au député que tous les emplois que nous créons ne suffiront peut-être pas. Je voudrais dire qu'avant d'en créer d'autres, s'il y a quel-